



Les Nouvelles de l'ACLE n°9

Avant la pause estivale

C'est fait. La première phase du « Superwahljahr 2021 » vient de prendre fin avec les élections régionales en Saxe-Anhalt le 6 juin dernier. L'Allemagne s'est engagée dans la longue ligne droite des 3 mois qui la séparent du dimanche 26 septembre, qualifié logiquement de son côté de « Superwahltag ». Le terme n'est en effet pas excessif, si l'on rappelle ici en préambule le programme de cette journée marquante dans l'histoire électorale de la RFA.

- Les 60,4 millions de citoyens de RFA en âge de voter (31,2 millions de femmes et 29,2 millions d'hommes) sont appelés à élire le 26 septembre prochain le 20ème Bundestag de l'Allemagne Fédérale.
- le même jour voit se dérouler :
 - les élections à la chambre des députés de la ville-land de Berlin et aux assemblées d'arrondissement de la capitale,
 - les élections régionales dans le land de Mecklembourg-Poméranie occidentale
 - les élections régionales dans le land de Thuringe (avec 3 ans d'avance dans ce dernier cas, suite à la crise politique de février 2020).

Les « Nouvelles » se pencheront plus en détail sur tous ces scrutins dans leur livraison de rentrée, vers la mi-septembre.

- :- :- :- :- :- :- :-

Pour commencer regardons la dernière consultation préliminaire au 26 septembre, c'est-à-dire les élections régionales en Saxe-Anhalt. D'abord les résultats :

la CDU avec Reiner HASELOFF, ministre-président du land, obtient 37,1 % des voix (+ 7,4 par rapport à 2016), l'AfD 20,8 % (- 3,5), Die Linke 11 % (- 5,3), le SPD 8,4 % (- 2,2), le FDP 6,4 % (+ 1,6), et les Verts 5,9 % (+ 0,7).

La CDU a maintenant sur les 97 sièges du Landtag (assemblée régionale) 40 sièges (soit 10 de plus), l'AfD 23 (2 de moins), Die Linke 12 (4 de moins), le SPD 9 (2 de moins), le FDP fait son retour au landtag avec 7 sièges, les Verts ont 6 sièges (1 de plus).

Le pourcentage atteint par la CDU a été la surprise du 6 juin. Celle-ci fait largement mieux qu'annoncé par les sondages et devance l'AfD de plus de 16 points, alors qu'un résultat serré était pronostiqué. Ajoutons que la CDU reconquiert 14 des 15 circonscriptions qu'elle avait dû céder à l'AfD en 2016 et lui prend 11 000 électeurs.

Ce résultat a ragailardi l'état-major de la CDU, et en tout premier lieu son président et « Kanzlerkandidat », Armin LASCHET. Ce dernier puise de nouveaux espoirs dans le triomphe de la ligne « centriste » des chrétiens-démocrates. Il voit dans Reiner HASELOFF l'incarnation du « Landesvater » (autrefois le souverain local, père de ses sujets, aujourd'hui le ministre-président consensuel et rassembleur).

Reiner HASELHOFF avait certes soutenu Markus SÖDER dans la course à la « Kanzlerkandidatur », mais ceci est déjà oublié...

Une partie des multiples commentaires de ce **bon résultat de la CDU** a souligné avec raison que cette victoire est avant tout celle de Reiner HASELHOFF, beaucoup plus que celle d'Angela MERKEL ou même d'Armin LASCHET. M. HASELHOFF est en effet l'un des rares ministres-présidents à avoir conservé une certaine autonomie de décision par rapport à la « centrale » de Berlin, n'hésitant à affirmer ses divergences avec celle-ci dans plusieurs domaines. Citons son opposition à l'écriture inclusive et à la politique favorisant les minorités ainsi que son refus, contre la volonté de son parti et de la chancellerie, d'augmenter la redevance audiovisuelle pour 2020. Il affiche sa sympathie pour Friedrich MERZ, candidat conservateur malheureux à la présidence du parti et ennemi juré d'Angela MERKEL.

Certains commentateurs ont bien vu également que le duel au sommet CDU-AfD, mis en avant (ou mis en scène ?) par les médias, a profité au ministre-président et à son parti. La même chose s'était produite en 2019 lors des élections régionales en Saxe et en Brandebourg. Le réflexe « légitimiste » joue à plein dans l'électorat. Le danger AfD a mobilisé un gros bataillon d'abstentionnistes pour la CDU et ramené une partie de l'électorat AfD dans le giron chrétien-démocrate, sans parler des voix SPD et Die Linke récupérées par Reiner HASELHOFF.

Reiner HASELHOFF avait en outre l'avantage d'être très connu, à l'opposé des autres têtes de listes (réserve faite d'Oliver KIRCHNER, candidat AfD). Annalena BAERBOCK n'avait par exemple jamais entendu parler auparavant de Cornelia LÜDDEMANN, candidate écologiste qu'elle venait soutenir.

L'AfD conserve certes un socle de voix représentant plus du cinquième des électeurs, mais le résultat du 6 juin montre que sa fulgurante ascension (le parti a tout juste dépassé les huit ans) n'est pas irrésistible, même dans ses bastions des nouveaux länder. Elle peut se consoler en rappelant qu'elle est le premier parti chez les 18-30 ans et chez les ouvriers, alors que la CDU domine chez les plus de 60 ans.

La perte de 4 000 voix au profit des libéraux du FDP relance le débat interne entre les modérés et les protestataires. Les premiers reprochant aux seconds, bien enracinés à l'Est, d'avoir rebuté une partie des électeurs potentiels par leurs positions trop droitières. Si l'AfD récupère 6 000 voix de Die Linke, elle ne peut mobiliser, à la différence de 2016, que 6 000 abstentionnistes, à peine plus d'un sixième de ce qu'a accompli la CDU. Une analyse de l'institut de sondage «Forschungsgruppe Wahlen», vient nuancer les reproches faits par les modérés de ce parti aux protestataires plus radicaux. Après avoir noté que l'AfD passe mal chez les femmes, alors que celles-ci ont contribué à la victoire de la CDU (qui présentait pourtant peu de candidates féminines), l'institut de sondage note le fait que le vote AfD est de moins en moins un vote de protestation et de plus en plus un vote pour un programme. Selon l'analyse, l'AfD est perçue dans la jeunesse comme le parti des défavorisés, d'où sa popularité dans cette tranche d'âge. L'on voit ici ce qui sépare les jeunes de l'Est de ceux de l'Ouest.

Die Linke, avec ses 11 %, subit, comme l'avoue elle-même Susanne HENNING-WELSOW, l'une de ses deux coprésidentes, une « défaite retentissante ». L'ancien parti de gouvernement de ce land perd sa fonction d'avocat des nouveaux

länder au profit de l'AfD. L'électorat du parti, demeuré largement sur une ligne sociale, ne se reconnaît plus dans la nouvelle ligne officielle basée sur les thèmes dits sociétaux. Ces thèmes, chers aux couches moyennes urbaines, sont étrangers à l'électorat populaire. Il est symptomatique que Sarah WAGENKNECHT, ancienne codirigeante du groupe parlementaire Die Linke au Bundestag (voir les précédentes « Nouvelles »), qui continue de mettre en avant les préoccupations sociales et économiques tout en critiquant vertement la nouvelle ligne, se voit menacée d'exclusion. Cette évolution n'est en tout cas pas de très bon augure pour les élections au Bundestag, même en tenant compte du cas particulier de la Thuringe.

Le SPD poursuit sa dégringolade avec 8,4 % et se rapproche dangereusement dans ce land de la ligne fatidique des 5 % qui l'éliminerait du parlement régional. Rappelons qu'en 1998, le ministre-président du land était le social-démocrate Reinhard HÖPPNER, que cette même année le SPD avait engrangé 35,9 % des voix (presque autant que la CDU aujourd'hui) avant de tomber à 21 % une décennie plus tard, puis à 10,6 % il y a 5 ans.

L'électorat social-démocrate traditionnel ne comprend pas que le SPD n'ait pas utilisé, au sein de la coalition gouvernementale, les portefeuilles du travail, des affaires sociales, de l'économie et de la recherche pour s'assurer un profil visible par rapport à la CDU. Il ne se reconnaît plus, à l'instar des électeurs de Die Linke, dans l'adoption des thèmes sociétaux et condamne l'opportunisme des ministres SPD en matière d'asile et d'immigration.

Avant de passer aux Verts, nous pouvons constater que **les libéraux du FDP** sont parvenus à mettre dans leur escarcelle une partie des voix modérées de l'AfD grâce à leur campagne soutenue contre l'extrémisme de droite. Ils espèrent bien sûr capitaliser les gains de voix dans la perspective du 26 septembre et être en mesure de devancer l'AfD au plan fédéral.

L'autre surprise, moins grande il est vrai que la première, est le médiocre résultat **des Verts**. Les optimistes les plaçaient à 11 %, les pessimistes à 9 %. Ce qui fait, au vu des 5,9 % obtenus, apparaître rétrospectivement les pessimistes eux-mêmes comme des optimistes. Loin d'être portés par la vague médiatique comme à l'Ouest, les écologistes n'ont dépassé les 5 % que dans 9 circonscriptions sur 41, grâce aux villes universitaires de Halle et Magdebourg, où ils atteignent de 11 à 21 %. En dehors de ces biotopes, ils apparaissent loin des préoccupations des agriculteurs de la « Börde » (zone parmi les plus fertiles d'Europe) et des ouvriers du complexe chimique de Leuna. Avoir préconisé de plus une hausse du prix du carburant de 16 centimes peu avant le scrutin n'était pas très habile dans un land où beaucoup de salariés utilisent leur véhicule.

Perspectives peu encourageantes donc pour les Verts dans les nouveaux länder, hormis les secteurs déjà évoqués à l'instant et qui trouvent leur équivalent dans la banlieue sud de Leipzig ou sur les rives de l'Elbe autour de Dresde. Annalena BAERBOCK pourra se consoler en soulignant que la personnalisation des élections régionales ne se retrouve pas au plan fédéral, où les programmes jouent un plus grand rôle.

A un niveau plus général, les résultats du 6 juin auront démenti les propos de Marco WANDERWITZ (CDU), chargé de mission du gouvernement fédéral pour les nouveaux länder. Celui-ci avait affirmé à la veille du 6 juin que les Allemands de l'Est, socialisés sous une dictature, sont allergiques à la démocratie et enclins

à voter pour les partis extrémistes. Ce genre de propos, déjà entendu à plusieurs reprises, aurait pu nuire à la CDU si Reiner HASELHOFF n'avait pas été là. Or, ce sont les plus de 60 ans, marqués par la RDA, qui ont voté CDU, et les jeunes de 18 à 30 ans qui ne connaissent la RDA que de nom, qui ont apporté leurs voix à l'AfD. ...

Les Verts refusant d'entrer dans une coalition avec le SPD et le FDP, ne voulant pas jouer les roues de secours dans une coalition dominée par la CDU, il ne reste à priori que deux combinaisons de gouvernement : une coalition « Jamaïque » plus équilibrée entre la CDU, le FDP et les Verts ou une grande coalition CDU-SPD. Reiner HASELHOFF a encore un peu de temps pour réfléchir, puisque la nouvelle assemblée régionale ne se constituera que début juillet, la formation du gouvernement pouvant intervenir plus tard encore.

- :- :- :- :- :- :- :-

Revenons-en au plan national. L'un des événements à signaler pour ces derniers jours est le congrès (en visioconférence) des Verts du 11 au 13 juin. Le parti tenait à se montrer uni derrière Annalena BAERBOCK, dont il a officialisé, à 98,5 % des voix, la candidature à la chancellerie. Le programme électoral (dont nous avons parlé assez longuement) a été adopté à 98 % des votants. Certaines propositions d'amendement à ce programme, jugées excessives par la direction, ont été rejetées. Cette dernière, avec un certain sens politique, préfère afficher une certaine modération pour ne pas rebuter une partie de l'électorat potentiel des écologistes ayant pris connaissance du programme avec perplexité, voire inquiétude. Accepter de supprimer le terme « Allemagne » du texte, limiter la vitesse à 70 km/h sur les nationales, faire passer le salaire minimum horaire de 12 à 13 euros auraient confirmé dans une partie de l'opinion l'image négative des Verts, comme parti des contraintes et des interdictions et nui par ailleurs, en ce qui concerne le 3ème exemple, à l'alliance avec les syndicats. Le parti peut néanmoins se réclamer de l'arrêt récent du Tribunal Constitutionnel fédéral de Karlsruhe, envisageant notamment certaines restrictions aux droits fondamentaux dans la période actuelle pour préserver l'environnement et les mêmes droits des générations futures (voir nos informations à ce propos).

Les Verts sont toutefois préoccupés, sans le reconnaître officiellement, par la relative détérioration de l'image d'Annalena BAERBOCK, due avant tout aux nombreuses interrogations sur sa biographie réelle. La candidate écologiste a dû, ces dernières semaines, rectifier à plusieurs reprises son CV, supprimant la participation ou l'appartenance à différents organismes et organisations, les mentions concernées s'étant révélées inexactes ou exagérées. Les mauvaises langues prétendent qu'au moins un élément est authentique sur le CV : le nom de l'intéressée.

Un certain tassement dans les sondages n'a pas tardé à suivre, alors que, même si la situation devait continuer à se détériorer, toute candidature de substitution est exclue. Les limites (inhérentes à toute personne) d'Annalena BAERBOCK commencent à apparaître dans la pratique. Elle ne possède en rien le charisme de Winfried KRETSCHMANN, ministre-président vert du land de Bade-Wurtemberg, qui peut, lui, se permettre de compenser certaines maladroites par son aura et sa personnalité. Cette question de la biographie de la candidate doit impérativement être réglée au plus vite de manière crédible. Beaucoup, outre-Rhin,

souhaitent sincèrement à Annalena BAERBOCK et à ses conseillers de pouvoir faire tenir le CV en question sur une feuille A4 avec un contenu au-dessus de tout soupçon.

Tout ceci n'est pas à prendre à la légère, tant les Allemands sont sourcilleux en matière de titres universitaires ou d'états de service. Plusieurs responsables politiques ont déjà vu leur carrière interrompue ou compromise après avoir été convaincus de plagiat dans la rédaction de leur thèse de doctorat. Le dernier cas en date est celui de Franziska GIFFEY (SPD), ministre fédérale de la Famille, qui a annoncé le 19 mai dernier son départ du gouvernement. Mme GIFFEY reste toutefois candidate à la mairie de Berlin en septembre.

Demeurons justement dans la capitale fédérale, avec un détour par le Bundestag. La dernière session de cette législature 2017-2021, et la législature elle-même, vont prendre fin le vendredi 25 juin, pour laisser place à la longue pause estivale et à la campagne électorale. Les parlementaires mettent donc les bouchées doubles pour réussir à épuiser l'ordre du jour de leurs travaux avant la date butoir. Pour donner un exemple, les trois séances de la semaine du 7 juin ont eu 48 points à traiter. Ceci entraîne des travaux en plénière jusqu'à une heure avancée de la nuit, sans parler des multiples commissions et auditions.

La teneur des propositions de loi montre que CDU et CSU s'efforcent, dans les quelques jours qui restent, de couper l'herbe sous le pied des Verts menaçants dans les sondages (un peu moins depuis peu) en reprenant à leur compte plusieurs propositions écologistes. C'est toujours la fameuse « démobilisation asymétrique » dont Angela MERKEL est devenue une virtuose. Ayant fait taire la résistance de certains de ses membres, le groupe CDU-CSU a fait notamment adopter :

- le droit pour tout enfant d'obtenir une place dans un établissement assurant la journée continue,
- la présence d'au moins une femme dans la présidence, comportant plus de trois membres, des entreprises de plus de 2 000 salariés, cotées en bourse et assurant la cogestion paritaire,
- les entreprises sont tenues de faire en sorte que tout travail des enfants, toute exploitation, toute destruction du milieu soient bannis de leurs chaînes de fabrication et de distribution.

Les parlementaires vont donc bientôt se faire leurs adieux, mais pas définitivement. Ils devraient en effet se revoir une toute dernière fois courant septembre, avant les élections, pour une session extraordinaire devant décider de la fin éventuelle de l'état d'urgence sanitaire. Ce dernier qui devait initialement prendre fin le 30 juin, vient d'être prolongé pour 3 mois jusqu'au 30 septembre

Le vote a eu lieu le 11 juin et a donné lieu à de vives interventions des opposants à cette mesure. En tête le FDP, suivi de Die Linke et de l'AfD. Tous reprochent à la grande coalition l'arbitraire de cette prolongation et parlent d'abus de pouvoir et de volonté de mettre l'étouffoir sur la campagne électorale, qui devra, il est vrai, se dérouler sans réunions publiques ni manifestations de quelque nature que ce soit. Les opposants tirent argument de la nette diminution des taux de contamination et du niveau élevé des vaccinations.

Cette évolution donne aussi des arguments à certains ministres-présidents de länders qui souhaitent alléger l'obligation du port du masque en extérieur. C'est le cas de Michael MÜLLER (SPD, Berlin) et de Peter TSCHENTSCHER (SPD Hambourg). La Bavière, le Bade-Wurtemberg, le Schleswig-Holstein et la Basse-

Saxe sont plus réservés. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie (pour nos amis colonais), n'impose plus de masque FFP2 dans les transports publics, mais seulement le masque opératoire ordinaire. Le ministre de la Santé du land, Karl Josef LAUMANN (CDU) a même déclaré que le port du masque ne s'impose plus dans certaines zones de l'espace public.

Petit retour en Saxe-Anhalt : si la configuration électorale issue du 6 juin n'est pas vraiment représentative de la situation à l'échelle fédérale (seul un peu plus d'un soixantième de l'électorat allemand était concerné), elle est riche d'enseignements, comme nous avons tenté de l'exposer plus haut.

Autre enseignement non encore évoqué : la nette majorité conservatrice (CDU + AfD) qui est sortie des urnes (près de 58 %) renvoie à une tendance de fond elle-même assez conservatrice de la société outre-Rhin, Est et Ouest confondus.

- :- :- :- :- :- :- :-

Le fond de l'air en Allemagne serait donc en même temps – comme dirait notre Président de la République – vert et conservateur. C'est en tout cas ce que fait apparaître une enquête réalisée du 4 au 7 juin sur 2 015 personnes par l'institut INSA.

Voici quelques-uns des thèmes abordés :

- 57 % des personnes interrogées considèrent qu'une famille se compose avant tout d'un père, d'une mère et d'enfants. Cette position est plus marquée après 60 ans, moins chez les 18-29 ans. Ces nuances suivant la catégorie d'âge se retrouvent dans les autres thèmes abordés,
- 58 % des sondés se disent incommodés par l'écriture inclusive lorsqu'elle est employée à la radio ou à la télévision. Ce rejet est plus marqué chez les électeurs CDU, SPD, FDP et AfD que chez ceux qui votent vert ou Die Linke, tout en restant néanmoins bien présent chez ces derniers,
- une forte majorité (71 %) considère que tout nouvel arrivant sur le sol allemand doit s'adapter aux traditions et au mode de vie de son nouveau pays. Même les 18-29 ans approuvent nettement ce principe et, le fait est à noter, également 53 % des personnes d'origine immigrées,
- 61 % des sondés tiennent à ce que l'école transmette aux enfants une image positive de l'Allemagne. Ce qu'estiment également 49 % des personnes d'origine immigrée interrogées. Cette exigence est présente encore plus nettement dans les nouveaux länder qu'à l'Ouest.

Pour cette dernière livraison des « Nouvelles de l'ACLE » avant les vacances d'été voici la moyenne des derniers sondages (au 16 juin) pour le Bundestag. (Institut Kantar le 11 juin, INSA le 14, Forsa et Allensbach le 16)

CDU/CSU :	27,8 %	FDP :	12,9 %
Verts :	20,88 %	AfD :	10%
SPD :	15,9 %	Linke :	6,8 %

La CDU-CSU creuse l'écart avec les Verts, et Armin LASCHET peut envisager l'avenir proche avec un peu plus de sérénité.

Le SPD voit se rapprocher le FDP, dont la stratégie de « champion des libertés » semble s'avérer payante, lui permettant dorénavant de devancer assez nettement l'AfD.

**Bon repos estival à tous,
et rendez-vous en septembre !**

